



PROJET D'ACCORD-CADRE N°B25-04858-EE

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Frédéric MERCIER, agissant en qualité de Chef de
Département Santé et Sécurité du CEA de Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

D'une part,

ET

La société _____,

dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S

représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

(à compléter par le soumissionnaire)

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS	8
ARTICLE 10 - DELAI D'EXECUTION	9
ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 12 - ASSURANCES	9
ARTICLE 13 - MONTANT	11
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 15 - PENALITES	12
ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT	13
ARTICLE 17 - REGIME FISCAL	14
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	14
ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	15
ARTICLE 20 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE	15

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, **la prestation de formation au maniement des extincteurs pour les salariés du CEA ainsi que les salariés d'entreprises extérieures présentes sur le site**, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations de l'accord-cadre relèvent d'une obligation de résultat.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande et à marchés subséquents.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B25-04858-EE-avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques de l'accord-cadre et leurs annexes (le cahier des charges référencé CDC002 indice 00, en date du 26/06/2025, etc...) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022)
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [] du [], à titre supplétif.

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – Les annexes n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant » et n°2 « Bordereau de prix unitaires », font partie intégrante du présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

Eric ZIMMERMANN - Service de la Formation Locale de Sécurité - Tél. : 04.38.78.69.63
Email : eric.zimmermann@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

Valérie DIEUNA - Service des Marchés et Achats Tél. : 04.38.78.23.19
Email : valerie.dielna@cea.fr

Eya ECHEIKH- Service des Marchés et Achats Tél. : 04.38.78.00.00
Email : eya.echeikh@cea.fr

Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats Tél. : 04.38.78.13.36
Email : isabel.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50
Email : [S3C-Fournisseur GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél :

Email :

Correspondant commercial :

Tél :

Email :

(à compléter par le soumissionnaire)

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme Tél :

Email :

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 - Durée

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter du 05/01/2026*, soit jusqu'au 04/01/2028.

Il comprend la tranche optionnelle suivante :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 05/01/2028 jusqu'au 04/01/2029.

*à déterminer lors de la finalisation de l'accord-cadre

Le CEA affermit la tranche optionnelle, si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins deux (2) mois avant le terme de l'accord-cadre.

Le non-affermisssement de la tranche optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

5.1 - Prestations de base

Les Prestations de base dues au titre du présent accord-cadre et précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent accord-cadre comprennent les prestations suivantes :

- des formations sur le site du CEA de Grenoble, en semaine durant la journée, prodiguées en français ;

- Des formations en anglais, d'une durée d'environ une heure et demie, incluant une partie théorique en salle et une mise en situation pratique, sont proposées en semaine, en journée, sur le site du CEA de Grenoble.
- Des formations en anglais, d'une durée d'environ une heure, incluant des rappels sécurité et une mise en situation pratique, sont proposées en semaine, en journée, sur le site du CEA de Grenoble.
- des formations sur le site du CEA de Grenoble, en semaine, durant la soirée, prodiguées en français ;
- des formations sur le site du CEA de Grenoble, le samedi, durant la journée, prodiguées en français ;
- des formations sur le site IBS (EPN, rue des Martyrs, Grenoble), en semaine, durant la journée, prodiguées en français ;
- des formations sur le site d'INES (le Bourget du Lac, 73), en semaine, durant la journée, prodiguées en français ;

5.2 - Modalités d'exécution des Prestations de base

Les Prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre sont réalisées au moyen de bons de commande.

Des bons de commande peuvent être émis en cours d'exécution de l'accord-cadre sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe n° 2 du présent accord-cadre

Les bons de commandes sont envoyés au Titulaire **ire par mail à l'adresse _____** @__.

Les bons de commande peuvent être adressés au Titulaire du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception, ou notifiés en main propre.

Les bons de commande comportent a minima :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaires des Prestations demandées ;
- la/les quantité(s) des Prestations ;
- le(s) délai(s) d'exécution des prestations (interventions et remise de rapport) ;
- le montant du bon de commande en euros hors taxes ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Le CEA peut, en outre, après émission d'un bon de commande et avant l'exécution des Prestations décider d'émettre un bon de commande rectificatif. La modification d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du CEA.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée de l'accord-cadre, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

5.3 - Prestations complémentaires en dépenses contrôlées réalisées par le biais de marchés subséquents

Les Prestations complémentaires en dépenses contrôlées correspondent aux formations hors programme classique, telles qu'indiquées dans le cahier des charges au paragraphe 6.2.2.

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire sur la base du (es) cout(s) horaires/journaliers plafonds fixés à l'article « Montant » ci-dessous.

Ces devis mentionnent la référence du présent Accord-cadre, la nature et les quantités des fournitures et des formations à réaliser.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le CEA émet en retour un marché subséquent qui reprend ces informations ainsi que les références du présent Accord-cadre.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la validation écrite du CEA, valant acceptation de l'offre présentée, signée par la personne habilitée du CEA.

Les marchés subséquents successifs sont régis par les dispositions du présent Accord-cadre.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges.

6.1 - Mise à disposition de locaux et équipements

Le CEA confie au Titulaire à titre précaire, gracieux et révocable, sous préavis de 15 jours ouvrables, des locaux.

La mise à disposition de ces locaux est attachée à l'exécution du présent accord-cadre et ne peut être assimilée en aucune manière à un bail commercial. L'occupation temporaire de ces locaux prend fin obligatoirement avec celle du présent accord-cadre. Un état des lieux et inventaire des équipements est réalisé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux et à la libération de ceux-ci. En cas de détérioration du local, le CEA peut demander au Titulaire la remise en état des locaux.

6.2 - Accès au Centre et à l'INES, à l'EPN organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et à l'INES sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent accord-cadre, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

L'accès à l'EPN, pour les formations IBS, se fait selon les règles d'accès EPN.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2026, les jours de fermeture sont les 2 janvier, 15 et 25 mai, 13 juillet, 14 août, 24, 28, 29, 30, 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

7.1.2 - Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

7.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité de l'accord-cadre.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent accord-cadre et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent accord-cadre par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.3 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

7.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

7.5 - Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

8.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

8.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

8.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des Prestations,
- Revue de planning des formations
- Validation des formations des mois précédant et du bon de commande associé
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 7 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".

La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

9.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,

- Microsoft POWERPOINT (.pptx) pour les parties théoriques des formations,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

9.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent accord-cadre sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

9.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 10 - DELAI D'EXECUTION

Les dates des formations seront fixées d'un commun accord entre le Titulaire et le CEA.

ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS

Les Prestations objet de chaque bon de commande font l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

1. Site CEA de Grenoble hors pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le Titulaire est informé qu'aux termes de ladite police, les assureurs du CEA renoncent à tous recours à l'encontre de toutes personnes présentes sur un site CEA à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire. S'agissant du bâtiment 41, la franchise pour les dommages de nature nucléaire s'élève à 50 000 000 € par sinistre.

Cette police comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées, sans que le Titulaire puisse ne se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

1. Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse ne se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

2. Site de l'INES

En tant que de besoin, et sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à l'égard du Titulaire, celui-ci est informé de la souscription par le CEA d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, jusqu'à 40 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens meubles du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, chute d'appareils de navigation aérienne, mur du son, événements naturels, dégâts des eaux, gel, fumées, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage, choc d'un véhicule, bris de glaces, catastrophes naturelles, autres événements non dénommés.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 12 500 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse ne se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 13 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

13.1 - Montant des Prestations de base

Les Prestations objet du présent accord-cadre sont rémunérées sur la base des prix unitaires figurants au bordereau en annexe 2 du présent accord-cadre.

Les prix comprennent l'ensemble des sujétions relatives à l'exécution des prestations.

13.2 - Montant des Prestations complémentaires facultatives

Ces prestations sont valorisées sur la base des couts horaires plafond(s) indiqués en annexe n°2 du présent accord.

Ces couts comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations complémentaires en dépense contrôlées à l'exclusion, du coût des moyens matériels spécifiques nécessaires à la réalisation de ces prestations.

13.3 - Montant total maximum de l'accord-cadre

Le montant total maximum des bons de commandes émis par le CEA pour toute la durée de l'accord-cadre, tranche optionnelle de prolongation comprise, est plafonné à **210 000 € HT** (deux cent dix mille euros hors taxes)¹.

La non-atteinte de ce montant ne donne lieu à aucune indemnisation au profit du Titulaire.

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum ou une quantité minimum de bons de commandes.

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum de bons de commande émis au titre du présent accord-cadre. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

¹ Le montant plafond ne correspond nullement au montant que le CEA envisage de commander dans le cadre du présent accord-cadre. Ce plafond est défini pour des raisons de procédure interne.

ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 13 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de (mois de remise de l'offre).

**: à finaliser dans la commande définitive*

Ils sont fermes pour la première année et révisables à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, les prix peuvent être révisés à la date de prise d'effet de cette tranche, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = P_0 \cdot (0,15 + 0,65 \text{ ICHT} - \text{M} / \text{ICHT} - \text{M} + 0,20 \text{ FSD3} / \text{FSD3}^0)$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
ICHT ₀	Indice mensuel du coût de la main d'œuvre pour des prestations fournies publié par la Fédération Syntec pour le mois de la remise de l'offre
ICHT	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision
FSD3 ₀	Valeur de l'indice index des frais de services et services divers modèle n°2
FSD3	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 15 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

15.1 - Retards

En cas de non-respect des délais par le Titulaire des horaires définis dans le planning contractuellement arrêté entre les Parties, le Titulaire encourt les pénalités de retard suivantes :

- ¼ d'heure de retard sur l'horaire de démarrage prévu pour une formation entraîne une pénalité de 25% du coût unitaire de la formation,
- au-delà d'une demi-heure de retard pour le démarrage d'un cours, la pénalité est égale à 50% du coût unitaire de la formation.

En cas d'annulation d'une session sous moins de dix jours, le Titulaire encourt pour chaque bon de commande des pénalités à hauteur :

- 30% du montant hors taxes du coût unitaire de la formation.

En cas d'absences non justifiées à 1 formation, le Titulaire encourt pour chaque bon de commande des pénalités à hauteur :

- 50% du montant hors taxes de coût unitaire de la formation

- En cas d'écarts répétitifs ou de non-réalisation des actions correctives demandées, une pénalité correspondant à 25% du coût unitaire de la formation sera appliquée.
- En cas de non-atteinte du résultat défini dans le cadre de la formation, et selon la gravité et/ou la répétition de ces manquements, le CEA pourra notifier une simple information par mail et pourra appliquer une pénalité pouvant aller jusqu'à 35% du coût unitaire de la formation.

Les pénalités applicables sont plafonnées à 10% du montant total HT annuel de l'accord-cadre.

15.2 - Autres cas

Le Titulaire encourt, en outre, des pénalités dans les cas suivants :

- non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 100 (cent) euros par badge,
- absence non justifiée aux différentes réunions : 150 euros par absence dont la présence est requise.

15.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 15.1 à 15.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 200 euros (deux cents euros) par jour calendaire de retard.

15.4 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent accord-cadre de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT

16.1 - Conditions de facturation

Prestations de base

La facturation est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA sur la base des montants fixés à l'article 13.

Prestations complémentaires en dépenses contrôlées

La facturation des prestations hors programme est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA.

16.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex

FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent accord-cadre.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de l' accord-cadre/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 17 - REGIME FISCAL

Le montant de l'accord-cadre est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE **[Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE **si**
fournisseur étranger

Il est expressément convenu que l'exécution du présent accord-cadre soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 20 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,